

Au sommaire

[Accès humanitaire](#) p.2

[Rentrée scolaire dans les zones affectées par le conflit](#) p.3

[Hausse du nombre de réfugiés maliens au Niger](#) p.4

[Financement du Plan de réponse](#) p.7

FAITS SAILLANTS

- 2 millions de personnes sont en insécurité alimentaire
- Plusieurs écoles dans le nord et le centre du pays restent fermées
- De nouveaux réfugiés maliens sont arrivés au Niger
- Le Mali, pays de transit pour de nombreux migrants



Crédit: OCHA/D. Boundy

2 millions de personnes en insécurité alimentaire

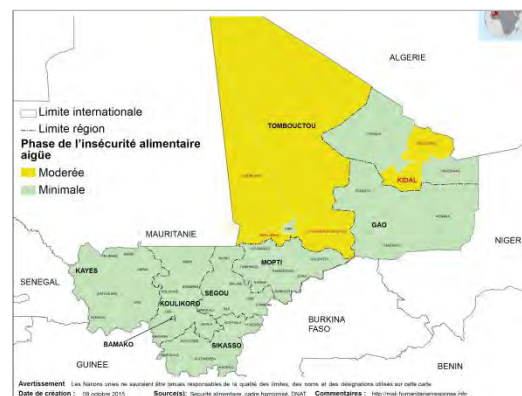
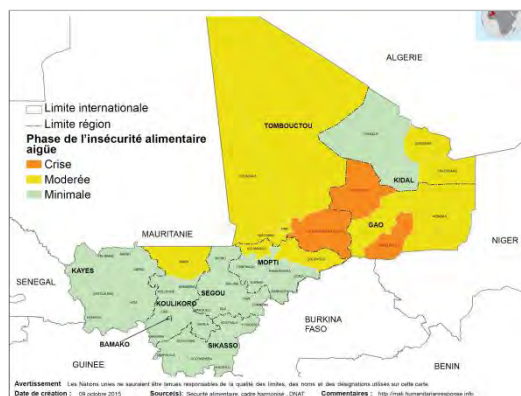
Selon la dernière enquête Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN¹) réalisée en septembre 2015, 40 pour cent des Maliens sont en sécurité alimentaire (c'est-à-dire capable d'obtenir une quantité suffisante de nourriture pour couvrir leur besoin alimentaire) comparativement à 25 pour cent à la même période en 2014. Cette amélioration globale est principalement liée à la campagne agro-pastorale relativement bonne cette année ainsi qu'à l'aide distribuée aux plus vulnérables à travers les interventions humanitaires et de développement.

Malgré cette tendance positive, de nombreux ménages éprouvent encore des difficultés à se nourrir et à assurer leur subsistance. L'analyse du Cadre Harmonisé de novembre 2015 indique que 2 millions de personnes sont actuellement en insécurité alimentaire. Pendant la prochaine période de soudure (juin - aout 2016) il est estimé que ce nombre augmentera à 2,5 millions de personnes, dont 315 000 en insécurité alimentaire sévère et nécessitant une assistance alimentaire immédiate. Pour rappel, la projection du Cadre harmonisé pour la période de soudure de juin-aout 2015 faisait état de 3,1 millions de personnes touchées par l'insécurité alimentaire dont 410 000 en besoin d'aide immédiate.

Comparaison des projections du Cadre Harmonisé (période de soudure)

avril-aout 2015

avril-aout 2016



CHIFFRES CLES

# Nb. de PDIs (OIM – DNDS, Sept. 2015)	61 920
# Nb de réfugiés dans les pays voisins (UNHCR, 30 nov. 2015)	139 502
Population en insécurité alimentaire (Cadre harmonisé nov. 2015)	2 millions
Nb. d'enfants de 6 à 59 mois malnutris (SMART 2015)	709 000

FINANCEMENT

377 millions

Fonds requis (US\$) pour le financement du SRP 2015

35% financés

¹ L'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle est réalisé deux fois par an par le gouvernement avec l'appui technique et financier du PAM et des partenaires que sont la FAO, FEWSNET et le Cluster Sécurité Alimentaire. Ses données alimentent l'analyse du Cadre Harmonisé.

La proportion des personnes affectées par l'insécurité alimentaire est plus élevée dans les régions touchées par le conflit, soit Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal (nord et centre du pays). Malgré l'assistance déployée pour réduire leur vulnérabilité, les communautés de ces régions continuent à ressentir les conséquences du conflit, de l'insécurité ambiante et de deux mauvaises campagnes pastorales successives. Ces résultats démontrent l'importance d'une approche intégrée d'interventions à court et long terme qui font le lien entre la réponse aux crises et la réduction des risques et de la vulnérabilité aux chocs, afin de briser le cycle de la faim et atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle de façon durable.

L'axe Gao-Kidal est davantage fréquenté sans incident sécuritaire notoire

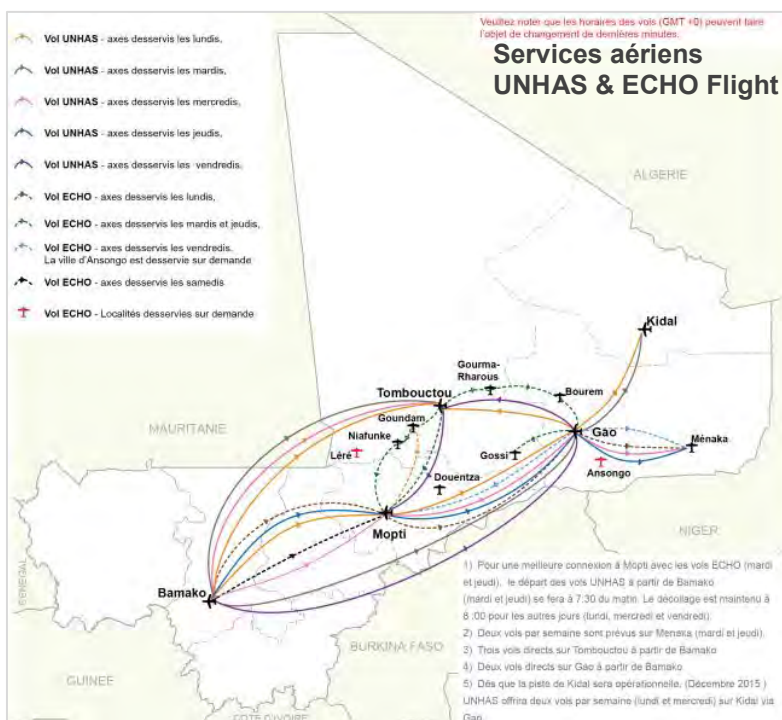
Des progrès timides en matière d'accès humanitaire

Depuis la fin des hostilités entre la Coordination des mouvements armés (CMA) et la Plateforme - concrétisée par la signature de l'Accord de paix en juin et matérialisée par les ententes subséquentes lors des affrontements et tensions à Anéfis, Aguelhok et Ménaka - les acteurs humanitaires ont augmenté leur usage de l'axe routier Gao-Kidal sans incidents sécuritaires notoires. Par exemple, une équipe de 20 médecins et infirmiers² a notamment pu emprunter cet axe pour soutenir au cours des dernières semaines la riposte à la recrudescence du paludisme dans les quatre districts sanitaires de la région de Kidal.

Dans la région de Mopti au centre-est du pays, les opérations militaires transfrontalières avec le Burkina Faso conduites au cours des dernières semaines ont amélioré la sécurité - notamment pour les cercles de Koro, Bankass, et Tominian - permettant un accès accru pour les organisations humanitaires. Toujours à Mopti, des localités des cercles de Douentza, Youwarou et Tenenkou restent toutefois difficilement accessibles en raison de l'insécurité. Dans ces localités, les services administratifs demeurent limités et de nombreuses écoles restent fermées.

De manière générale, la présence de restes explosifs de guerre, le recours aux engins explosifs, les attaques terroristes et la criminalité (braquages de véhicules, vols, pillages, etc.) continuent de limiter l'accès aux populations vulnérables dans plusieurs localités du nord, particulièrement sur les axes de Gao-Ansongo-Ménaka, Gao-Bourem, Tombouctou-Goundam, Djenne-Tenenkou, Mopti-Tenenkou, et Diabaly-Nampala-Léré.

Amélioration de la desserte des vols humanitaires



Les services aériens humanitaires continuent à être déterminants pour réduire les risques encourus par les travailleurs humanitaires et accroître leur accès aux personnes vulnérables dans les régions du nord. À cet effet, la réouverture de l'aéroport de Kidal reste une priorité. La MINUSMA prévoit que les travaux de réhabilitation et de déminage de la piste abîmée lors d'une manifestation en janvier dernier devraient être complétés en décembre 2015. L'ouverture d'une seconde piste à Kidal est actuellement considérée en vue d'améliorer l'accès des humanitaires à la région.

La mise à niveau de la piste d'Ansongo abîmée pendant la saison des pluies est aussi nécessaire (actuellement seuls les avions de MSF parviennent à s'y poser régulièrement tandis que ECHO Flight s'y pose sur une base ad hoc). La réhabilitation de la piste d'atterrissage de Ménaka en septembre 2015 a permis à ECHO Flight et

² Le 27 novembre 2015, un véhicule des membres de la mission humanitaire sanitaire a été victime d'un accident de la route dans la zone d'Anéfis. Une personne est décédée dans l'accident et une dizaine d'autres ont été blessées (dont six parmi l'équipe sanitaire).

Les services aériens humanitaires permettent d'acheminer l'aide dans les zones difficiles d'accès.

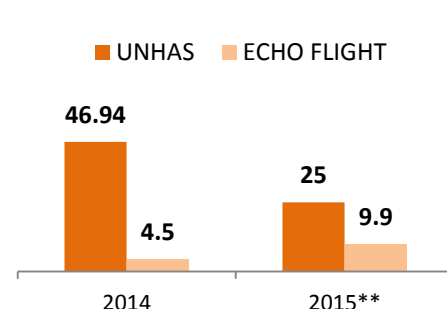
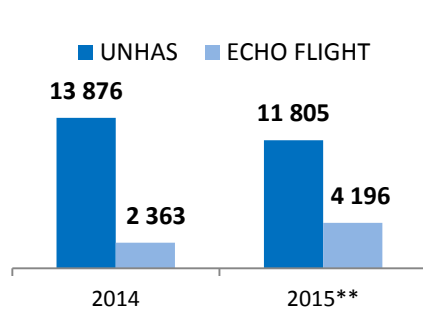
UNHAS d'augmenter leurs dessertes avec deux vols par semaine chacun sur cette destination. Pour un meilleur accès aux zones enclavées comme Diré, Goundam, Niafunké et Gossi, ECHO Flight et UNHAS ont également harmonisé leurs vols en assurant des correspondances au niveau de Mopti en provenance de Bamako et vice et versa.

La disponibilité accrue des vols humanitaires favorise la mobilité sécurisée des acteurs, ce qui facilite le renforcement des capacités opérationnelles, avec par exemple, l'établissement récent de deux nouvelles ONG internationales à Ménaka.

Passagers et cargaisons transportés par les vols humanitaires

Nombre de passagers transportés*

Tonnes de cargaisons transportées*



*Le calcul du nombre de passagers est basé sur le nombre de segments de trajets effectués

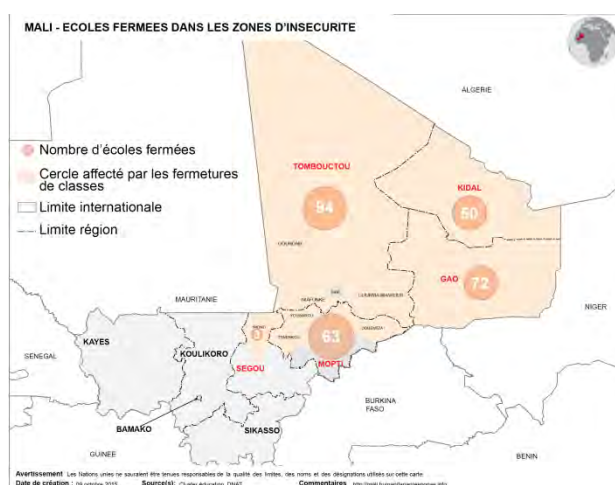
**Entre janvier et octobre 2015

NB. : De janvier à octobre 2014, UNHAS opérait deux aéronefs dont un a été suspendu faute de financement. De la mi-février à la mi-juillet 2015, UNHAS a de nouveau opéré deux appareils dont un était basé à Mopti. La faible demande pour les vols de cet appareil destiné à desservir les pistes secondaires ainsi que le faible niveau de financement n'a pas permis de maintenir les deux appareils jusqu'à la fin de l'année. Pour sa part, le service ECHO Flight a été doté d'un second avion basé à Mopti depuis janvier 2015, d'où l'augmentation des volumes transportés.

Près d'une école sur cinq demeure fermée dans les zones touchées par l'insécurité

282 écoles toujours fermées dans le nord et le centre

Selon le Cluster éducation, le bilan de la rentrée scolaire 2015-2016 fait état de 282 écoles toujours fermées dans le nord et le centre du pays en raison notamment de l'insécurité et de l'absence des enseignants (ce qui représente 17 pour cent du nombre total d'écoles dans les zones affectées par l'insécurité). À la fin de l'année scolaire 2014-2015, ce chiffre était de 454 écoles.



Cette amélioration a été possible grâce aux efforts du gouvernement et de ses partenaires en éducation, notamment à travers une série d'activités telles que : l'organisation de sessions régionales de dialogue inclusif, l'organisation de sessions locales de concertation avec les collectivités, les autorités éducatives, et les associations de femmes et de jeunes, la distribution de matériel scolaire, la formation des enseignants, etc. Les principales avancées sont notées dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao.

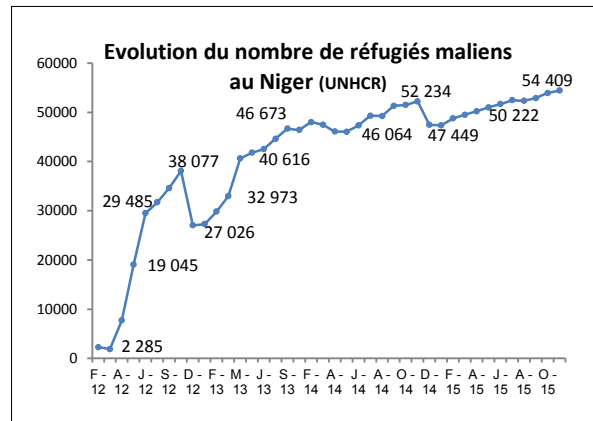
L'accès à l'éducation reste un défi à Kidal

Dans la région de Kidal, l'ouverture des écoles et la reprise des cours demeurent un défi dans de nombreuses localités. À date, seule une douzaine d'écoles (y compris les médersas) fonctionnent sur un total d'une soixantaine dans la région. Quelques 3 170

filles et garçons ont actuellement accès à des apprentissages comparativement à un nombre d'élèves estimé à 7 710 avant la crise.

Les cours sont actuellement dispensés par 55 enseignants (ratio de 58 enfants par maître) - dont la plupart sont des volontaires - les titulaires ayant quitté leur lieu d'affectation en raison de l'insécurité. Aucune activité éducative n'a pu démarrer dans les cercles d'Abeibara et Tin-Essako. L'accès limité des acteurs humanitaires à la région de Kidal reste un frein majeur aux interventions de soutien à l'éducation des enfants.

Nombre record de réfugiés maliens enregistrés au Niger



Le nombre de réfugiés maliens au Niger a atteint un niveau record depuis le début de la crise à la suite de nouveaux mouvements de population observés au cours des dernières semaines. Selon le HCR, les nouveaux réfugiés proviennent essentiellement de zones rurales de Ménaka et Ansongo dans la région de Gao et invoquent plusieurs raisons à leur fuite : résurgence d'un conflit intercommunautaire entre deux tribus (*Idoufane* et *Daoussak*), absence de l'État de

droit et vide administratif, insécurité et vols de bétails, manque d'accès aux moyens de subsistance et aux services sociaux, etc.

Malgré l'insécurité, une mission a pu évaluer les besoins de 110 ménages déplacés sur 12 sites

Environ 4 500 personnes déplacées sur des sites en raison de la violence

Les violences intercommunautaires entre les *Idoufane* et les *Daoussak* ont aussi poussé plus de 4 500 personnes (750 ménages) à se déplacer sur une quarantaine de sites à l'intérieur de la région selon les autorités communales.

Un accord signé à la mi-novembre à Bamako entre les représentants des deux tribus a permis d'apaiser la situation, tandis qu'une autre rencontre intercommunautaire est prévue à Ménaka au cours de la deuxième semaine de décembre pour trouver une solution durable au conflit.

Malgré la signature de l'accord de paix entre le gouvernement du Mali et les groupes armés en juin dernier, de nombreux défis persistent pour la stabilisation de la bande frontalière du Mali avec le Niger, où l'accès humanitaire demeure limité en raison notamment de la criminalité et de la présence de groupes terroristes.

La mise en œuvre de projets pour favoriser la cohésion sociale avec un accent particulier pour l'autonomisation des femmes serait toutefois nécessaire.



Site de Tikhert, Cercle de Ménaka, Gao (25 nov. 2015) – Famille déplacée sur l'un des sites visités par la mission d'évaluation des besoins. Crédit : ACTED

Assistance aux personnes déplacées et aux réfugiés

Au Niger, le HCR et ses partenaires assurent l'enregistrement et la prise en charge des nouveaux réfugiés maliens. Au Mali, malgré les défis sécuritaires, un groupe d'ONG³

³ MDM-B, IRC, NRC et ACTED ont mené cette mission d'évaluation à Ménaka du 23 au 25 novembre 2015. Pour accéder au rapport de la mission d'évaluation: <http://bit.ly/1QesHW3>

Intervenant dans la zone de Ménaka a pu mener une évaluation rapide des besoins urgents des déplacés en se rendant sur 12 sites où 983 personnes (110 ménages) ont été identifiées. La préparation est en cours pour assurer l'accès à l'eau potable et aux soins de santé et distribuer de la nourriture et des articles non-alimentaires aux personnes dans le besoin.

Mali : plaque tournante des mouvements migratoires en Afrique de l'Ouest

Au mois de septembre 2015, la Direction Nationale du Développement Social avec l'appui de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) ont apporté une assistance humanitaire à 36 migrants syriens (dont 9 femmes et 17 mineurs) identifiés dans la région de Gao. Le groupe arrivait de Mauritanie et transitait au Mali pour se rendre en Algérie. Bien que plusieurs mouvements de ressortissants syriens transitant par la Mauritanie puis le Mali à destination de l'Algérie et du Niger aient été signalés à l'OIM à ce jour, il s'agissait de la première confirmation officielle de ce phénomène migratoire.



Kita, Kayes – Des maliens ayant tenté une traversée vers l'Europe bénéficient d'un programme d'aide à la réintégration en travaillant dans les périmètres maraichers de Bougaribaya. Crédit : OIM Mali.

Vu la position du Mali en Afrique de l'Ouest, l'OIM souligne que le pays est une importante plaque tournante des mouvements migratoires vers l'Europe. «Le Mali n'est pas seulement un important pays d'origine mais aussi un important pays de transit vu sa position géographique stratégique», souligne le Directeur pays de l'OIM au Mali, Bakary Doumbia.

Selon les données de l'OIM, le Mali occupe le troisième rang des pays d'Afrique de l'Ouest avec le plus grand nombre de migrants clandestins vers l'Europe.

De plus, de nombreux ressortissants d'Afrique de l'Ouest transitent par le Mali (par Bamako et surtout Gao) pour rejoindre la Méditerranée et l'Europe. Par exemple, de janvier à août 2015, à l'entrée de l'Italie, l'OIM a dénombré 4182 Maliens ainsi que plus de 11 000 autres migrants de la sous-région ayant transité par le Mali (4086 Sénégalais, 3162 Ghanéens, 2618 Ivoiriens, 1415 Guinéens).

Impliquer les communautés pour mieux lutter contre la violence

La prolifération d'armes légères et de petit calibre observée au Mali, les mauvaises pratiques de stockage de ces armes dans les foyers et les tensions intercommunautaires sont autant de facteurs qui posent des risques d'incidents. Un projet-pilote financé par UNMAS et mis en œuvre par DanChurchAid (DCA) de mars 2014 à juillet 2015 dans la région de Mopti démontre qu'une approche communautaire peut effectivement contribuer à réduire les risques de violence et à améliorer la situation sécuritaire.

Un total de 20 villages particulièrement affectés par la violence armée a été ciblé par ce projet. Des séances de sensibilisations effectuées auprès d'environ 14 000 personnes ont permis aux populations locales d'apprendre à anticiper, analyser, prévenir et gérer de manière durable les risques de sécurité ainsi que de répondre à l'incidence des conflits et de la violence armée. Des caissons de rangement sécurisés ont également été remis à

120 bénéficiaires en possession légale d'armes à feu afin d'améliorer les pratiques de stockage de ces armes.

« Les enfants ne sont plus tentés de jouer avec les armes et leurs munitions »

Le Chef du Village de Takoutala, Moussa Fofana, constate les retombées positives du projet : « Les enfants ne sont plus tentés de jouer avec les armes et leurs munitions. Quand ils voient quelque chose de douteux ils préviennent immédiatement leurs parents. »

Le projet a soutenu la création ou la réhabilitation de comités de paix, de médiation et de surveillance pour favoriser le règlement des conflits familiaux et intra/intercommunautaires ainsi que la mise en place d'un système d'alerte. Ces éléments avaient été identifiés par les communautés en vue de développer un mécanisme durable de gestion de conflits.



Takoutala, Mopti (2015) – Le chef du village note une prise de conscience depuis les séances de sensibilisation données par les humanitaires. Crédit : DCA

Face aux nombreux défis qui persistent au Mali pour la mise en œuvre de l'Accord de paix et la stabilisation des zones affectées par le conflit, ce type de projet, basé sur une approche communautaire visant à réduire les risques de violence, devrait servir d'exemple de bonne pratique.

Portrait d'une organisation locale

L'ONG ADAZ : soutenir la complémentarité homme-femme

La mission de l'ONG ADAZ (Association pour le Développement en Zone Aride), créée en 2001 à Tombouctou, est d'aboutir à une société où les hommes et les femmes sont complémentaires. « Nous contribuons à l'amélioration des conditions de vie des populations à travers une gestion saine et équitable des ressources », explique Aghali Sidi Maïga, Coordinateur de l'organisation.



Milala, Tombouctou (2015) – Travaux agricoles dans la plaine rizicole de Milala. Crédit : ONG ADAZ

À travers ses interventions dans différents domaines, l'ONG ADAZ vise à favoriser la consolidation de la paix : aménagement et réhabilitation des périmètres agricoles, appui au maraîchage et à la production de fourrage, prévention des conflits éleveurs-agriculteurs à travers la mise en place de voie de passage pour le bétail, etc.

Les projets de l'ONG visent aussi à améliorer l'accès aux services sociaux de base, tels que la santé, l'éducation et l'eau ainsi que la protection de l'environnement et la bonne gouvernance. « Nos activités appuient la stabilisation, la prévention des conflits et la réintégration des populations réfugiées et déplacées », souligne M. Maïga en ajoutant que l'ONG se base sur les initiatives issues des populations.

L'ONG ADAZ intervient dans les cercles de Gourma- Rharous, Tombouctou, Goundam et Dire, y compris dans les zones où peu d'acteurs humanitaires internationaux sont présents en raison des contraintes de sécurité.

Pour mettre en œuvre ses projets, ADAZ bénéficie du soutien de différents bailleurs, dont le PAM, l'ONG BORDA, l'Etat Malien, etc.

L'ONG ADAZ peut être contactée à +223 76 31 75 42 / 61 10 90 27 ongadaz@yahoo.fr

En bref

Évaluation des besoins et plan de réponse humanitaire au Mali en 2016

L'Aperçu des besoins humanitaires et le Plan de réponse humanitaire élaborés par OCHA et ses partenaires pour l'année 2016 indiquent que les besoins humanitaires restent importants au Mali. Plus de 2,5 millions personnes ont besoin d'aide dans un ou plusieurs des secteurs d'interventions humanitaires. Le plan de réponse 2016, qui vise à assister un million de personnes principalement dans les régions du nord, sera lancé officiellement en janvier 2016.

Plus de 2000 milliards de CFA promis pour la relance du Mali

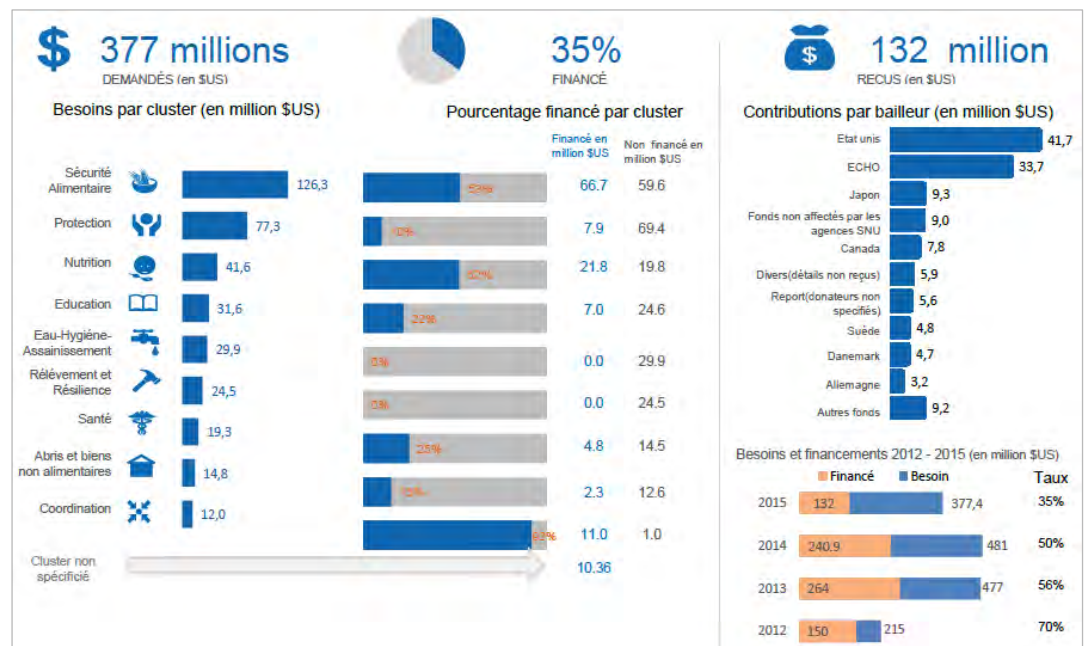
Le 22 octobre 2015, une conférence de mobilisation de fonds organisée par le gouvernement du Mali et l'OCDE a eu lieu à Paris. L'événement a rassemblé des responsables gouvernementaux et les parties signataires de l'Accord de paix, des représentants de la société civile, des ONG, et du secteur privé ainsi que des représentants d'une soixantaine de pays et d'organisations régionales et internationales.

Au cours de la conférence, un total de 3,2 milliards d'euros (2 120 milliards de FCFA) a été engagé pour 2015-2017, dont 700 millions d'euros (397 milliards de FCFA) pour les régions du nord. Dans le contexte de stabilisation du nord et de la transition des interventions humanitaires aux projets de développement, une attention particulière doit être allouée au renforcement des projets de résilience pour assurer le relèvement des communautés et institutions.

35% des fonds mobilisés en 2015

En date du 11 décembre, l'appel de fonds pour la réponse humanitaire au Mali en 2015 a mobilisé 132 millions de dollars, soit 35 pour cent des fonds recherchés selon le service de suivi financier d'OCHA (FTS).

Le nouvel appel de fonds pour la réponse humanitaire au Mali en 2016 sera lancé en janvier prochain



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Ute Kollies, Chef de Bureau OCHA Mali, kollies@un.org

Anouk Desgroseilliers, Chargée de l'Information Publique, OCHA Mali, desgroseilliers@un.org, Tél. (+223) 75 99 57 61

Lazare Ndiaye, Chargé de la Gestion de l'Information, OCHA Mali, ndiaye17@un.org, Tél. (+223) 75 99 55 73

Suivez nous : [@OCHA_Mali](https://twitter.com/OCHA_Mali) ou www.facebook.com/ochamali.net